

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 31 janvier 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



SFTR

Carrière Saint- Paul
BP 24
57860 MONTAIS LA MONTAGNE

Références : MONTAIS-LA-MONTAGNE_SFTR_2022-01-28_RAPVI_BMK_23676

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2022 dans l'établissement SFTR implanté Carrière Saint- Paul BP 24 57860 MONTAIS LA MONTAGNE. L'inspection a été annoncée le 17/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection en objet a porté sur le contrôle du respect de la mise en demeure du 21 juillet 2016 : limitation de la charge hydraulique en fond de casier et respect des valeurs limites d'émission à l'atmosphère de l'unité de traitement des lixiviats appelé "flot tombant" (action collective de l'inspection sur le respect des échéances).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SFTR
- Carrière Saint- Paul BP 24 57860 MONTAIS LA MONTAGNE
- Code AIOT dans GUN : 0006201610
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société SFTR exploite une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) sur les communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande depuis 1977. Les activités mises en œuvre relèvent notamment des rubriques suivantes de la nomenclature des ICPE :

- 2760.2 classant les installations de stockage de déchets non dangereux ;
- 3540 classant les installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30 du Code de l'environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes.

La zone actuellement en exploitation (casier Montois III) est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect de la mise en demeure (charge hydraulique en fond de casier et respect des valeurs limites d'émission à l'atmosphère du "flot tombant").

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Collecte et stockage des lixiviats	AP de Mise en Demeure du 21/07/2016, article 1	/	/
Registre de suivi de la hauteur des lixiviats en fond de casier	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 18 (partiel)	/	/
Traitement des lixiviats par le « flot tombant »	AP de Mise en Demeure du 21/07/2016, article 2	/	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant procède bien à la surveillance mensuelle de la charge hydraulique en fond de casier pour son ISDND ; cette charge hydraulique (1 mètre pour les anciennes parties A et B des casiers Montois I et Montois II, 30 centimètres pour les autres parties) est bien respectée.

De plus, la campagne annuelle 2021 sur les rejets atmosphériques du dispositif "flot tombant" démontre le respect des valeurs limites d'émission à l'atmosphère pour les paramètres à analyser.

Les constats effectués permettent de lever la mise en demeure n°2016-DLP/BUPE-170 du 21 juillet 2016.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Collecte et stockage des lixiviats

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/07/2016, article 1
Prescription contrôlée : La société SFTR, dont le siège social est situé ZI chemin des marais à Saint-Brice-Courcelles (51), est mise en demeure, pour l'installation de stockage de déchets non dangereux sise sur les communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande, de respecter les prescriptions de l'article 18 de l'arrêté préfectoral n°2009- DEDD/IC-2 en date du 6 janvier 2009 concernant l'installation de drainage et de collecte des lixiviats dans un délai de 6 mois : « A l'exception des anciennes parties A et B de Montois II et de Montois I pour lesquelles il est admis une charge hydraulique maximale de 1 mètre en fond des alvéoles, l'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu de façon à limiter la charge hydraulique de préférence à 30 cm, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier. Pour Montois III, l'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu de façon à permettre l'entretien et l'inspection des drains ». Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.
Constats : Lors de la visite du 26 avril 2019, l'exploitant avait présenté à l'inspection les hauteurs de lixiviats mesurées en fond de casier pour les casiers de Montois I, Montois II et Montois III. L'inspection avait constaté que les hauteurs de lixiviats en fond de casier pour l'année 2018 et pour les 4 premiers mois de 2019 étaient conformes à la charge hydraulique à respecter. L'exploitant a présenté les tableaux de suivi de la hauteur des lixiviats pour ses 3 casiers au titre de l'année 2021. La hauteur des lixiviats est bien inférieure à la charge hydraulique maximale autorisée de : <ul style="list-style-type: none">• 1 m pour la partie A constituant le casier Montois I et pour la partie B du casier Montois II ;• 30 centimètres pour la partie C du casier Montois II et pour le casier Montois III. De plus l'exploitant a indiqué avoir opté pour que la charge hydraulique en fond de casier Montois II n'excède pas 30 centimètres, même pour la partie B du casier Montois II.
Observations : La prescription de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2016-DLP/BUPE-170 du 21 juillet 2016 est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Registre de suivi de la hauteur des lixiviats en fond de casier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 18 (partiel)
Prescription contrôlée : [...]. La surveillance de la charge hydraulique de l'ensemble des alvéoles de Montois I, II et III s'effectue à une fréquence mensuelle, [...]. Les résultats de cette surveillance sont reportés sur un registre et conservés à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
Constats : L'exploitant a présenté les tableaux 2020 et 2021 des relevés de la hauteur des lixiviats en fond de casier pour l'ensemble des casiers de l'ISDND. Le relevé s'effectue bien à fréquence mensuelle. Ces tableaux permettent de justifier du respect de la charge hydraulique en fond de casier (cf. point de contrôle ci-avant).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Traitement des lixiviats par le « flot tombant »

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/07/2016, article 2
Prescription contrôlée : La société SFTR, dont le siège social est situé ZI chemin des marais à Saint-Brice-Courcelles (51), est mise en demeure, pour l'installation de stockage de déchets non dangereux sise sur les communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande, de respecter les prescriptions de l'article 35.2 de l'arrêté préfectoral n°2009- DEDD/IC-2 en date du 6 janvier 2009 concernant les valeurs à ne pas dépasser des rejets à l'atmosphère de l'unité de traitement des lixiviats dans un délai de 3 mois : « Les rejets à l'atmosphère de l'unité de traitement des lixiviats ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes, exprimées sur gaz sec pour une teneur en oxygène de 11 % : [tableau non reproduit] »
Constats : Par courrier du 9 novembre 2021, l'exploitant a adressé à Monsieur le préfet de Moselle le rapport n°LORP210291-21-61-R0 de la société IRH relatif au contrôle inopiné des rejets atmosphériques 2021. L'exploitant indique que ce rapport constitue la campagne annuelle d'analyse sur les rejets à l'atmosphère du dispositif "flot tombant" pour 2021. Lors de la mesure du 8 octobre 2021, l'ensemble des paramètres à analyser a bien été pris en compte : les résultats démontrent le respect des valeurs limites d'émission (VLE) telles que définies à l'article 35.2 de l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié pour ces différents paramètres. L'exploitant a présenté les résultats de la campagne annuelle 2020 d'analyse sur les rejets à l'atmosphère de ce dispositif. Cette campagne, réalisée en octobre 2020, démontre le respect de ces VLE.
Observations : La prescription de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2016-DLP/BUPE-170 du 21 juillet 2016 est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite